

Professions patrimoine

Supplément du n°153 destiné aux gestionnaires et gérants de fortune

Bref instant de nostalgie

Une belle initiative ! Jean-Pierre Rondeau, le président de Megara Finances et par ailleurs le secrétaire général de CGPC a confié à "Professions Patrimoine" un billet inement cisélé, rappelant des souvenirs attachants d'un gestionnaire à la peine. Un témoignage sur lequel nous ne pouvons passer. A vous de juger.

"J'étais récemment interpellé par un gérant ayant la chance d'être plus jeune que moi et qui avait l'air de penser que "emprunts à hauts rendements" ou "High Yield" étaient de nouveaux produits où en tout cas de pratique récente en France.

"Vos commentaires sont toujours excellents. Vous êtes une des entreprises dont nous apprécions très sincèrement les gestions et analyses. Vous devriez simplement nuancer certaines affirmations. Pour avoir le "malheur" ou le privilège de l'âge et d'avoir débuté dans la profession au tout début des années 70, je vous assure que la France, comme l'Europe, n'avaient rien à envier en matière d'emprunts



Par Jean-Pierre Rondeau, président de Megara Finances, secrétaire général de CGPC

de sociétés privées. C'est ainsi que démarcheur d'une grande banque nationale, j'ai "ruiné" à cette époque pas mal de Français en leur vendant des obligations au taux chaque année plus élevé (période d'inflation) en "oubliant" la parallèle baisse en bourse. "Ruiné" car il fallait être emprunteur et pas prêteur. Et

j'étais jeune et obéissant ! A l'époque, on n'appelait pas encore cela des obligations à "haut rendement", encore moins "High Yield", mais tout simplement des obligations, nom que portaient aussi les emprunts d'État (*que l'on ne disait pas non plus OAT*).

La signature qui n'était pas encore notation

La différence était la signature, que l'on n'appelait pas encore notation. Le taux gagnait quelques centimes selon l'ordre hiérarchique suivant : emprunts d'État, emprunts de sociétés nationalisées (*EDF, SG, BNP, CL, etc.*), emprunts Crédit agricole, des autoroutes et SDR, emprunts de grandes sociétés (*dont le malheureux Usinor, mais aussi les banques*) et ainsi de suite... ce qui est toujours le cas, si ce n'est que certaines sociétés ne sont plus nationales et que d'autres ont disparu. Et même encore fin des années 80, début des 90, quand je "chapeautais" les

équipes de gestions, y compris obligataires, de DLP-James Capel (HSBC) ou de Cheuvreux de Virieu, les emprunts privés existaient beaucoup plus qu'aujourd'hui. C'était aussi l'époque où les Particuliers intervenaient facilement en direct sur le marché obligataire, même après que les titres aient été dématérialisés et que nous n'avons plus accompagné les clients aux coffres pour qu'ils découpent (détachent) leurs coupons. C'était celle où les banquiers se battaient pour placer le "papier" de leurs clients Entreprises, y compris dans les portefeuilles pour lesquels ils avaient un mandat ! Celle aussi de montages particuliers comme ces tirages à lots ou ces "emprunts à fenêtres". Ceci fait partie de ces "modes" de produits "miraculeux" que l'on croit découvrir régulièrement, en fonction des époques et de l'évolution des marchés (*et que je ne conteste pas toujours, mais...*) : bataille récurrente entre fonds gérés et fonds indiciels, obligations

suite page 3 ➔